



NEWSLETTER

Janvier 2024

deutsche Version siehe unten

SOMMAIRE

- * Séances avec le SPE
- * CJD
- * OAI
- * Séances avec le SASoc
- * Assemblée des délégués IS
- * CRIEC
- * Banque alimentaire / Collectif dignité

A propos d'Insertion Fribourg

3 séances du comité: 19.09 / 09.10 / 12.12
2 rencontres avec le SPE : 06.07 / 14.11
2 rencontres avec le SASoc : 11.10 / 13.11
1 Foire des fournisseurs avec OAI : 12.10
1 Assemblée des délégués IS : 25.09
1 réunion du CRIEC : JG

Nos représentations :

CRIEC
COLLECTIF DIGNITE
BANQUE ALIMENTAIRE
CJD
INSERTION SUISSE

Séance avec le SPE du 06 juillet 2023

Votre comité se réunit régulièrement avec le SPE pour un échange d'informations. Les thèmes abordés sont résumés ci-dessous :

Informations générales

- Chômage : Prévision 2.2%-2.4% sur 2024 ; FR : stabilité envisagée pour 2024
- Stratégie / Vision 2030 du SPE : la stratégie 2030 a été élaborée en consultation avec tous les cantons suisses. Celle-ci était publiée récemment. Il est effectivement demandé par les cantons de donner des possibilités



élargies de qualifications des DE à l'avenir. Des discussions de changement de la loi devront être lancées au niveau fédéral afin de pouvoir assurer ce changement de paradigme de l'assurance-chômage. Les liens seront mis dans le point suivant (rencontre SPE du 14.11).

- Les moyens à dispositions ont évolué à la baisse ces dernières années : il était de 25mio en 2020 et il sera de 21mio en 2024, soit une baisse de 16%.
- Cette évolution est difficile mais également une opportunité pour revoir la stratégie des MMT. Il faut également tenir compte du bilinguisme de notre canton qui a un prix.
- Le dispositif Jeunes est en cours de révision avec tous les partenaires.
- Actuellement la situation est difficile et la LMMT va commander moins et devoir couper certaines mesures.
- Indexation des salaires : Le SECO a émis le chiffre de 2,5% pour 2024. Actuellement les commandes envoyées par la LMMT sont calculées avec une hausse de 1,5%. Une réévaluation en cours d'année sera possible selon le taux effectif retenu par le canton (décembre)
- Investissements : difficiles en 2024.
- Le changement de loi sur la protection des données qui aura lieu le 1er septembre 2023 n'aura que peu d'impact sur les MMT. Des règles détaillées sur l'envoi de mail (dénominations de fichiers / titres) seront transmises une fois reçues de la part du Service Juridique du SPE.
- Processus de contrôle financier MMT
 - ✓ Fin février : envoi des comptes définitifs à la LMMT
 - ✓ Courant mars-avril : passage des fiduciaires de la LMMT
 - ✓ Ensuite contrôles des propres fiduciaires des mesures

Séance avec le SPE le 14 novembre 2023

Le comité s'est réuni le 14.11 avec le SPE

- Mise au concours du poste Chef ORP à Bulle. Suite à un souci de santé, réorientation de Monsieur Dupré en qualité de CEP.
- Présentation de la courbe du chômage qui reste toujours très bas (2% / 7100 DE). Une remontée a eu lieu dans les autres cantons qui pourrait impacter Fribourg mais sans certitude.
- Légère augmentation normalement prévue pour le 2ème semestre de l'année prochaine.
- Dans le projet de législature sur « l'optimisation de l'infrastructure de l'assurance chômage », ils veulent revoir le nombre de site ORP sur le canton de Fribourg. 7 – 3 – 1 ? La validation doit se faire par le Conseil d'Etat.
- Le SPE a reçu une info du SECO sur les mises à jour des bulletins LACI IC et bulletins LACI MMT. Ils ont déjà passé en revue les modifications. Le changement légal majeur n'aura que peu d'impact ; les personnes qui prenaient une retraite anticipée volontaire (LPP et AVS) se voyaient couper leur droit au chômage. Dès maintenant, ils auront le droit de demander le chômage.
- Assurance accident : révision de l'article 59d. Le SPE informe qu'après des années de discussions, il sera enfin intégré, dès le 1^{er} janvier 2024. Cela sera pris en compte dès que la LMMT donnera l'impulsion, mais le délai est court.
- Désormais, la responsabilité du risque accident professionnel sera pris en charge par l'entreprise/fournisseur qui accueille l'assuré. Une annonce par année suffira et ne devrait pas engendrer d'énormes surcoûts.



Stratégie 2030

- La nouvelle stratégie devra être fonctionnelle d'ici 2030 et non pas du jour au lendemain. Le SPE n'est pas encore en possession de tous les éléments mais a participé au processus.
- 2 grands impacts attendus :
 - Accent sur les besoins individuels des personnes (plus-value plus importante et plus dirigée) – conséquences → coûts à la hausse.
 - DE plus proactifs – les laisser « intervenir » dans leur parcours du chômage, à savoir qu'ils puissent communiquer leurs besoins. Présenter un catalogue des mesures en fonction.
- La tendance va plutôt vers des mesures de formation pour augmenter la plus-value des DE que des mesures d'emploi et donc une diminution des PET.
- Le SPE ne sait pas encore sous quelle forme il consultera IF sur la mise en place de cette nouvelle stratégie 2030, mais pour sûr les principales institutions seront concertées, comme cela se fait déjà.
- En complément, une brochure courte de la stratégie du SPE est disponible sur le [site internet](#).

Etat de situation des commandes 2024

- La baisse de chômage a eu beaucoup d'impact sur les commandes et l'instabilité du taux n'aide pas. Pour rappel, le SPE est en droit de revoir à la baisse la commande de l'année suivante jusqu'à la fin de l'année. Le SPE rassure toutefois que cela sera très peu probable.
- Il est relevé que les différentes institutions sont souvent considérées comme des entreprises indépendantes alors qu'elles dépendent essentiellement du financement du SECO. Ces organisations assument l'entier du risque et l'impossibilité de faire des réserves demeure un problème pour gérer des situations telles qu'actuelles.
- Insertion Fribourg (IF) n'est pas satisfait par cette situation, qui fait émerger certaines faiblesses quant à la manière de procéder :
 - Variation du budget qui est très difficile à anticiper et dont le niveau historiquement bas en 2023 a contraint à des mesures plus drastiques,
 - Ont voulu être trop sur la retenue/optimiste ces dernières années malgré des signaux annonciateurs (difficulté à remplir certaines mesures, mutation rapide du marché et des profils des DE).
- Le SPE informe toutefois que les institutions sont toujours libres de proposer des solutions, même avant que de telles situations se passent.
- Aurons-nous les budgets en adéquation ? Les collaborateurs des institutions éprouvent déjà beaucoup d'inquiétude face à l'incertitude du renouvellement du mandat. Cette situation crée une fragilité chez eux.
- Pour IF, il est difficile de proposer des idées sans connaître la direction dans laquelle s'orienter. Les besoins des CEP doivent prioritairement être pris en considération et le SPE propose de déjà se renseigner auprès des CEP avant d'entamer quoique ce soit.
- Le SPE rappelle que comme chaque institution, il est soumis aux budgets à disposition et aux règles imposées par le SECO.
- De gros efforts sont et seront faits pour tenter d'anticiper au mieux les besoins et ainsi donner plus de visibilité aux fournisseurs.

SeMo-Prefo – nouvelle organisation et impact

- En ce qui concerne la revue du dispositif Semo-PréFo, le GT Concept en est à sa 9e séance. IF revient sur l'inquiétude que le CoPil est juste informé des décisions prises par le SPE et ne participe pas aux décisions. Les changements et leurs conséquences ne sont ainsi pas suffisamment analysés. On va vers un objectif d'efficacité de la gestion, c'est à dire, vers des objectifs d'économie en accueillant plus de jeunes avec les



mêmes montants. Le risque est de perdre en qualité et la vision du départ qui est « Chacun sa route, chacun son chemin, vers une insertion dans la vie active ».

- Le SPE assure que l'objectif efficience est faux. Chaque année, nous avons 100 jeunes de plus à placer et que nous ne savons pas quoi faire. On doit pouvoir leur offrir la possibilité de les prendre en charge de manière plus individuelle, mais pas de possibilité d'augmenter les montants. Le SPE est toutefois en train de créer différentes versions pour voir ce qu'il serait possible de faire.
- IF souhaiterait être consulté sur les conséquences, car en l'occurrence, le nouveau dispositif a conduit à une réduction du nombre de personnes envoyées dans les mesures.
- Le SPE précise que les objectifs de la PréFo sont toujours les mêmes, le seul changement est que les jeunes ont la possibilité de s'inscrire au chômage ultérieurement (plus le cas en PréFo) et cela leur donnera plus de temps dans leur cursus. Il est rappelé que l'on doit voir d'abord l'intérêt des jeunes avant l'intérêt des mesures.

Situation financière / investissements

- La situation financière est compliquée et extrêmement serrée pour cette année et l'année prochaine. Il sera impossible d'anticiper les investissements 2024 ni de les prévoir dans le 1er semestre. A voir au 2ème semestre, en fonction de la fluctuation du chômage en début d'année. Il est ici question des investissements courants et non pas des urgents qui devraient de toute façon être pris en charge.
- Concernant les indexations salariales, l'augmentation réelle sera donnée en décembre.
- Si le chômage venait à augmenter l'année prochaine, il y aurait plus de moyens mais aussi plus de DE à prendre en charge, ce qui ne devrait pas servir à couvrir des problèmes de finances sur 2023.

LPD : loi sur la protection des données

- La protection des données a subi un sévère durcissement. Nous sommes tous obligés de suivre les nouvelles normes au risque d'être attaqués personnellement. Cela demande plus de travail administratif avec des signatures des documents de décharge aux participants. La collaboration interinstitutionnelle n'est pas toujours des plus faciles.
- Le guide de la protection des données MMT a été mis à jour. Des nouvelles seront transmises à IF car aucune information n'a pour le moment circulé, excepté le fait de ne mentionner aucun nom dans les objets des e-mails (utiliser le numéro d'assuré).

Journées des visites MMT par les CEP en 2024

Sur la base des expériences précédentes très positives, l'expérience sera réitérée. Cependant, comme l'équipe des CEP n'a pas beaucoup changé, il y aura plus de mixité dans les mesures à visiter.

Divers

- Forum des prestataires – IF demande au SPE si une telle manifestation pourrait être à nouveau envisagée ? La même question sera posée au SASoc. L'AI souhaite se retirer. Selon le SPE, il n'est pas forcément nécessaire.

La visite dans les mesures plusieurs fois dans l'année semble mieux convenir aux CEP. Ils ont également mis sur pied le projet « Vis ma vie » qui permet aux employés de visiter une autre entreprise et vice-versa avec laquelle ils travaillent étroitement, par exemple les caisses de chômage, pour permettre de connaître les difficultés rencontrées des différents côtés. Un sondage sera mené auprès des CEP. Si cela est faisable, ce ne sera pas avant 2025.



Commission jeunes d'Insertion Fribourg

Nous avons rencontré les députés de tous partis confondus en date du 29 mars 2023 en vue de déposer un instrument parlementaire pour pérenniser le financement des Mesures locales et bas-seuil (MLBS) qui coexistent en marge du dispositif cantonal transition1 (du CO à la formation professionnelle initiale), ci-après T1. Ces mesures ont été financées ces deux dernières années à travers les mesures covid jeunes.

Nous sommes soutenus dans cette démarche par le député Savio Michelod, qui siège à nos côtés dans le groupe T1 d'Insertion Fribourg.

En date du 11 mai 2023, le groupe parlementaire a donné mandat au conseil d'Etat comme suit :

Par ce mandat, nous invitons donc le Conseil d'Etat à :

- assurer la pérennité du financement des mesures locales et bas seuil au-delà du plan de soutien jeunesse découlant du covid ;
- revoir les conditions d'accès et d'éligibilité des mesures locales et bas seuil au financement cantonal, en introduisant un financement par mesure et non par individu.

[Parlinfo: Instruments parlementaires \(fr.ch\)](#)

Une foire aux fournisseurs OAI a eu lieu dans les locaux de l'ECAS. Organisée en demi-journée, elle a permis un échange entre les case managers de l'OAI et les mesures. Elle sert d'inspiration à l'enquête qui sera envoyée pour organiser un tel évènement sous l'égide du SPE

Séances avec le SASoc

Séance du 11.10

Un bref historique des décisions liées ayant conduit au modèle des tarifications bloquées pour les MIS est présenté. Actuellement, la tarification se calcule à partir des coûts individuels effectifs, contrairement aux mesures de l'assurance-chômage. Le Covid-19 a mis en évidence les risques liés à ce mode de fonctionnement en termes de risques pour les organisateurs des mesures. Le but serait aujourd'hui de réfléchir à un autre modèle de tarification qui pourrait être proposé aux communes à l'horizon 2025. Insertion Fribourg relève le fait qu'il existe un catalogue MIS important, mais qu'il est très peu mobilisé par les services sociaux régionaux (SSR). Souvent les SSR recourent aux mêmes mesures chaque année. a eu lieu pour discuter de la révision du catalogue des MIS, essentiellement en lien avec leur financement et leur déploiement. Le financement par prestation n'est pas idéal pour les organisateurs de mesure, car ils sont dépendants de la participation effective de la personne. Or, il arrive que des personnes inscrites ne se présentent pas ou abandonnent la MIS.

Le SASoc propose de réfléchir à une nouvelle tarification qui comprendrait une marge servant à compenser le risque que prennent les organisateurs. Les modèles de facturation qui sont réalisés au sein des ateliers protégés ou pour l'assurance-invalidité par exemple, pourraient donner des idées.

Séance du 13.11

Objectifs de la séance :

- Réflexion/discussion autour de la proposition de sondage auprès des tiers-organismes pour la révision du catalogue
- Réflexion/discussion d'un modèle de tarification des mesures d'insertion sociale (MIS) permettant de couvrir une partie des risques pris par les tiers-organismes



- Pour tous les tiers-organismes de MIS, l'idée est de leur transmettre le sondage en ligne pour connaître les changements au sein de leurs structures, notamment ceux liés aux coûts. Ces données serviront à la mise à jour du catalogue. Les tiers-organismes seront amenés à fournir des justificatifs de leurs frais au SASoc.
- L'idée est de prendre en compte les coûts effectifs des mesures pour l'année 2024. Puis, en 2025, de proposer un nouveau modèle de tarification prenant en considération une partie des risques. Toutefois, l'augmentation en deux paliers risque de créer de la confusion au sein du dispositif.

Le comité s'est réuni le 22.11 avec Etienne Guerry et M. Simonet pour la collaboration avec IF.

La question d'une nouvelle édition du forum des mesures est posée. Le SASoc est prêt à discuter. Le comité va faire une proposition globale (CII) et revenir vers les différents services avec une ébauche.

Vision 2025

- Catalogue des MIS : La question reste « comment améliorer le catalogue suite à l'analyse faite par IF » ? EG informe que la priorité actuelle est d'offrir un catalogue étoffé. La présentation actuelle n'est pas au point et la recherche est très compliquée à effectuer depuis ce catalogue. Un projet a été lancé cette année pour mettre sur pied une base de données du catalogue afin de permettre une meilleure recherche d'information et aussi faciliter le travail du back-office. Elle permettra également aux organisateurs de pouvoir, grâce à un login, modifier directement les données des mesures sur la base. L'idée est maintenant d'avoir un outil de suivi de qualité des mesures d'insertion.
En parallèle, un questionnaire sera envoyé tout prochainement à tous les organisateurs de mesures du catalogue pour savoir si toutes les données sont encore à jour et si les mesures sont toujours actives.
L'idée serait de réactiver le GT MIS (un représentant de chaque district des SSR / ville sociale de Fribourg / PI+ / Insertion Fribourg).
- Prix des mesures : Consensus assez général de la nécessité de monter les prix pour prévoir une marge dans le calcul pour lisser le risque et être plus serein par rapport à l'organisation des MIS (marge d'environ 20% + coûts).
JCS informe qu'il y a plusieurs aspects : Une adaptation due au renchérissement et une prise en compte d'une part du risque ainsi que la prise en compte d'un système de mandat.
La question se pose s'il faut tout changer en une fois ou par étape et il ne faut pas oublier que les budgets des communes sont déjà établis !
Les coûts pourront déjà être revus pour 2024. Quant au contrat de prestations, il est encore en discussion donc plutôt pour 2025.
La modification des tarifs des MIS se fera au fur et à mesure qu'ils reçoivent les informations des organisateurs.
- Difficultés des jeunes : JCS informe qu'une mesure a déjà été adaptée par la fondation IPT, Avenir25 (environ 35 prises en charge), qui est devenue AvenirFormation (23 qui ont transité et 2 pour MIS de suivi). Le travail se fait sur 3 mois, la gestion du risque est autant pour les jeunes que pour IPT. Un renforcement du dispositif est prévu.
Malgré l'incitation, les mesures bas-seuil et locales ne sont pas assez utilisées. En effet, la problématique santé chez les jeunes a pris de l'importance et il est nécessaire d'avoir une vision plus globale. L'idée serait de réunir les commissions des jeunes en difficultés avec tous les acteurs concernés pour mieux cerner la situation des jeunes plus fragiles.
- Lasoc : Des aménagements sont prévus afin de permettre de mandater un organisateur par volume. Si c'est accepté par la législature en mars 2024, ce sera mis en place pour 2025. Concernant le remboursement de



l'aide sociale, le Conseil d'État a trouvé une formule pour limiter l'obligation de remboursement. Les contraintes de sortie seront restreintes. En consultation.

Si la nouvelle loi est adoptée, elle entrera en vigueur en 2025 pour les dispositions générales (en même temps que PC familles) et en 2030 pour les dispositions organisationnelles.

Par rapport aux règles appliquées pendant la période de formation, il y a la possibilité d'assurer la prise en charge pendant la période de formation pour lesquelles l'augmentation de qualification est pertinente.

- Assises du social : Le SASoc a pris en compte l'intérêt de IF de participer à ces assises. La prochaine édition sera pour 2026 si répliquée dans la même formule

CRIEC

En 2023, les membres de la Cric se sont rencontrés 3 fois et pour la première fois, il a été proposé de se voir dans les différents cantons, de manière à pouvoir visiter les différentes institutions.

Les objectifs de la CRIEC ont été repris selon la discussion faisant apparaître les mots clés suivants :

Promouvoir les échanges de pratiques entre professionnel·les de Suisse romande en organisant des rencontres thématiques (en invitant si nécessaire des formateurs et formatrices).

Sensibiliser les décideurs politiques sur les enjeux actuels de l'insertion par l'économique. La CRIEC propose de rédiger un mini-rapport de synthèse rédigé en fin d'année civile à partir des considérations des membres. Un enjeu important pour les personnes présentes est de mettre en évidence certaines différences cantonales et pouvoir être source de proposition en ayant en arrière fond les pratiques des autres

Participer aux réseaux internationaux sur l'insertion par l'économique (ENSIE, EMES, RIUSS, etc.). La CRIEC est déjà membre de certains de ces réseaux, mais il s'agirait de renforcer sa participation. Les membres présent·es soulignent l'intérêt de poursuivre l'activité historique des visites d'institution (faites en Belgique ou au Canada).

Dynamiser échanges entre Suisse allemande, romande et latine sur les entreprises sociales. Les membres présents soulignent l'intérêt de systématiser davantage les échanges avec la Suisse allemande, dans la mesure où la culture de l'insertion et les pratiques sont très différenciées.

D'autre part, la Cric a également souhaité augmenter le nombre de ses membres permanents. Ainsi dès 2024, Frédérique Tütsch rejoindra Joël Gavin au sein du comité de la Cric.

Assemblée des délégués IS

La représentation IS c'est 1 AG / 2 ADD par année

Ce sont les présidents de chaque région qui sont convoqués mais d'autres membres du comité peuvent s'y joindre si souhaité.

Lors de la dernière rencontre, les discussions ont porté sur le projet de loi fédérale en consultation sur des mesures d'allègement budgétaire de l'assurance chômage prévues en 2025, sur les thématiques de la constitution de réserves et de l'indexation des salaires au surenchérissement du coût de la vie. Insertion Suisse



a profité de cette assemblée pour présenter les avancées faites dans son projet de refonte du site internet et de rafraîchissement de son identité visuelle :

ANCIEN : ArbeitsintegrationSchweiz (AIS) et Insertion Suisse (IS)

NOUVEAU : ArbeitsintegrationSchweiz (AIS) et Association Insertion Suisse (AIS).

La discussion du site internet fait débat entre la partie suisse alémanique et francophone (VD, NE, VS ont leur propre site indépendant).

Le comité IF va se pencher sur la question du nom et du site internet à savoir soit garder Insertion Fribourg ou devenir Association Insertion Fribourg selon la nouvelle proposition d'IS.

Nous avons eu la chance d'accueillir Markus Kaufmann, le secrétaire général de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS), qui nous a présenté son organisation et ses défis actuels. Les échanges ont permis de consolider les liens entre nos organisations et d'identifier des thématiques communes sur lesquelles des projets de collaboration

Plusieurs cantons font face à des baisses de budget pour 2024.

Banque Alimentaire Fribourgeoise

En attendant la mise à disposition d'un local sur le site de la Poya, l'Association Banque Alimentaire Fribourgeoise a engagé depuis le 1er septembre 2023 son responsable de dépôt, Matthieu Ding. Spécialiste en logistique, il connaît bien la grande distribution pour avoir travaillé plus de 10 ans au sein d'une entreprise fribourgeoise de référence dans ce domaine. Il réalise actuellement une phase d'intégration avec Table Suisse afin de récolter toutes les informations nécessaires pour être opérationnel au niveau de la Banque Alimentaire Fribourgeoise dès son ouverture.

Ainsi, ce dernier a déjà pu aller à la rencontre à la fois des associations fribourgeoises actives dans le domaine de la lutte contre la précarité alimentaire mais également de la grande distribution, des producteurs et des transformateurs. Plusieurs nouvelles collaborations ont ainsi pu voir le jour et l'aménagement du futur local devrait permettre à terme d'améliorer l'offre dans notre canton.

En cas d'intérêt des membres d'Insertion Fribourg, le coordinateur de l'association se tient à disposition (Christophe Koersgen, 079 725 72 67, christophe.koersgen@bafr.ch)

Collectif dignité Fribourg

Le Bureau du Collectif a établi un contact avec la Commission des Prestations Complémentaires pour les Familles le 23 octobre 2023. En ce qui concerne les PC Familles, une communication a également été établie avec la Commission ad hoc du Grand Conseil à la même date. Cette initiative a permis de porter à l'attention des député·es un point crucial lié à la disposition de la Constitution du canton de Fribourg qui accorde des aides financières aux familles défavorisées pour les enfants en bas âge, mais qui restreint l'âge des bénéficiaires à 8 ans. Le Bureau du Collectif recommande une révision de cette limite d'âge, proposant de l'augmenter à 16-18 ans, alignée sur les pratiques d'autres cantons romands, suite à une évaluation approfondie des besoins des familles et des enfants. Cette recommandation s'inscrit parfaitement dans l'objectif fondamental des PCFam, visant à prévenir la dépendance récurrente à l'aide sociale.

Des membres du Collectif ont activement participé le 7 novembre à l'assemblée constituante de l'Association porteuse du projet de création d'une structure pérenne d'observation et de documentation des réalités sociales dans le canton de Fribourg. Plusieurs membres du Collectif ont été désignés au comité de cette nouvelle



association, dont la présidence est assurée par la HETS-FR. L'objectif de cette nouvelle association est d'évaluer la pertinence de la création d'une structure durable d'observation et de documentation des réalités sociales dans le canton de Fribourg.

En attente du nouveau projet LASoc, le Bureau du Collectif a élaboré un argumentaire qu'il a diffusé à tous les députés du canton. Vous pouvez consulter ce document sur le site du Collectif: https://dignite-fribourg.ch/wp-content/uploads/2023/09/Argumente_LASoc_FR.pdf.

Le nouveau projet LASoc a été publié et communiqué le 14 novembre 2023. Une commission ad hoc du Grand Conseil a été constituée et chargée de présenter le projet lors des prochaines sessions fin 2023 ou début 2024. Le Bureau s'emploie actuellement à contacter les député-es de la Commission, car la nouvelle loi maintient malheureusement le principe de remboursement de la dette.

D'ores et déjà, nous vous annonçons qu'une manifestation de solidarité envers les personnes pauvres et précarisées du canton est organisée par le Collectif Dignité Fribourg. Nous comptons sur votre participation active, merci !

Prochaine Newsletter juillet 2024



NEWSLETTER

Januar 2024

INHALT

- * Sitzungen mit dem AMA
- * CJD
- * IV
- * Sitzungen mit dem KSA
- * Delegiertenversammlung AIS
- * CRIEC
- * Lebensmittelbank / Kollektiv für die Würde

Über Arbeitsintegration Freiburg

- 3 Vorstandssitzungen
- 2 Treffen mit dem AMA : 06.07/14.11
- 2 Treffen mit dem KSA 11.10/13.11
- 1 Anbiertmesse der IV Freiburg 12.10
- 1 Delegiertenversammlung Arbeitsintegration
- 1 Treffen der CRIEC

Unsere Vertretungen:

CRIEC
KOLLEKTIV FÜR DIE WÜRDE
FREIBURGER LEBENSMITTELBANK
CJD
ARBEITSINTEGRATION SCHWEIZ

Sitzung mit dem AMA vom 6. Juli 2023

Ihr Vorstand trifft sich regelmässig zu einem Informationsaustausch mit dem AMA. Behandelt wurden folgende Traktanden:

Allgemeine Informationen



- Arbeitslosigkeit: Prognose 2.2%-2.4% für 2024; FR: Stabilität für 2024 geplant.
- Strategie/Vision 2030 des AMA: Die Strategie 2030 wurde in Konsultation mit allen Schweizer Kantonen ausgearbeitet. Diese wurde vor Kurzem veröffentlicht. Es wird tatsächlich von den Kantonen gefordert, in Zukunft erweiterte Möglichkeiten für die Qualifikation von Arbeitssuchenden zu geben. Auf Bundesebene müssen Diskussionen über Gesetzesänderungen eingeleitet werden, um diesen Paradigmenwechsel in der Arbeitslosenversicherung gewährleisten zu können. Siehe dazu im nächsten Punkt (AMA-Treffen am 14.11.)
- Die zur Verfügung stehenden Mittel haben sich in den letzten Jahren nach unten entwickelt: Sie betrug 2020 25 MioCHF und wird 2024 21 MioCHF betragen, was einem Rückgang von 16% entspricht. Diese Entwicklung ist schwierig, aber auch eine Chance, die Strategie der AMM zu überdenken. Dabei muss auch die Zweisprachigkeit unseres Kantons berücksichtigt werden, die ihren Preis hat.
- Das Dispositiv Jugend wird derzeit mit allen Partnern überarbeitet.
- Zurzeit ist die Situation schwierig und die LMMT wird weniger bestellen und gewisse Massnahmen kürzen müssen.
- Lohnindexierung: Das SECO hat für 2024 eine Zahl von 2,5% angegeben. Derzeit werden die Bestellungen der LMMT mit einem Anstieg von 1,5 % berechnet. Eine Neubewertung im Laufe des Jahres wird je nach dem vom Kanton gewählten effektiven Steuersatz möglich sein (Dezember).
- Investitionen: schwierig im Jahr 2024.
- Die Änderung des Datenschutzgesetzes, die am 1. September 2023 stattfand, wird nur geringe Auswirkungen auf die AMM haben. Detaillierte Regeln für das Versenden von E-Mails (Dateinamen / Titel) werden übermittelt, sobald wir diese von der Rechtsabteilung des AMA erhalten haben.
Prozess der Finanzkontrolle der MMTs
 - ✓ Ende Februar: Übermittlung des endgültigen Jahresabschlusses an die LMMT.
 - ✓ Im Laufe des März/April: Kontrolle durch die Treuhänder der LMMT
 - ✓ Anschliessend Kontrollen der Treuhänder der jeweiligen Massnahmen

Sitzung mit dem AMA vom 14. November 2023

Der Vorstand traf sich am 14.11. mit dem AMA

- Ausschreibung der Stelle des Leiters des RAV in Bulle. Aufgrund eines gesundheitlichen Problems wird Herr Dupré als RAV-Berater eingestellt.
- Präsentation der Tendenz der Arbeitslosigkeit, die immer noch sehr niedrig ist (2 % / 7100 Stellensuchende). In den anderen Kantonen hat ein Anstieg stattgefunden, der sich allenfalls auf Freiburg auswirken könnte.
- Für das zweite Halbjahr des nächsten Jahres wird ein leichter Anstieg erwartet.
- In ihrem Legislaturprojekt zur "Optimierung der Infrastruktur der Arbeitslosenversicherung" wollen sie die Anzahl der RAV-Standorte im Kanton Freiburg überprüfen. 7 - 3 - 1 ? Die Validierung muss durch den Staatsrat erfolgen.
- Das AMA erhielt vom SECO eine Information über die Aktualisierungen der AVIG-Mitteilungen IC und AVIG-Mitteilungen AMM. Die Änderungen wurden bereits überprüft. Die grösste gesetzliche Änderung wird nur geringe Auswirkungen haben; Personen, die freiwillig in den Vorruhestand gingen (BVG und AHV), war zu befürchten, dass der Anspruch auf Arbeitslosengeld gestrichen wird. Ab sofort werden sie das Recht haben, Arbeitslosigkeit zu beantragen.



- Unfallversicherung: Überarbeitung von Artikel 59d. AC informiert, dass er nach jahrelangen Diskussionen ab dem 1. Januar 2024 endlich aufgenommen wird. Dies werde berücksichtigt, sobald die LAM-Stelle den Anstoss dazu gebe, aber die Frist sei kurz.
Von nun an wird die Verantwortung für das Berufsunfallrisiko von dem Unternehmen/Lieferanten übernommen, das den Versicherten aufnimmt. Eine Meldung pro Jahr wird ausreichen und sollte keine enormen Mehrkosten verursachen

Strategie 2030

- Die neue Strategie muss bis 2030 und nicht von heute auf morgen funktionsfähig sein. Das AMA ist noch nicht im Besitz aller Elemente, hat aber am Prozess teilgenommen.
- 2 grosse erwartete Auswirkungen:
 - Fokus auf die individuellen Bedürfnisse der Menschen (grösserer und gelenkterer Mehrwert) - Folgen → steigende Kosten
 - Proaktivere Stellensuchende - sie in ihren Weg in die Arbeitslosigkeit "eingreifen" lassen, d.h. sie können ihre Bedürfnisse einbringen. Einen entsprechenden Katalog von Massnahmen muss dazu vorliegen.
- Der Trend geht eher zu Ausbildungsmassnahmen, um den Mehrwert für die Stellensuchenden zu erhöhen, als reine Beschäftigungsmassnahmen und damit zu einer Verringerung der Programmplätze.
- Das AMA weiss noch nicht genau in welcher Form Arbeitsintegration Freiburg zur Umsetzung dieser neuen Strategie 2030 einbezogen wird, aber mit Sicherheit wird dies mit den wichtigsten Institutionen abgestimmt, wie es aktuell bereits gehandhabt wird.
- Als Ergänzung anbei eine Kurzbroschüre der AMA-Strategie [auf der Website verfügbar](#).

Stand der Auftragslage 2024

- Der Rückgang der Arbeitslosigkeit hat sich stark auf die Bestellungen ausgewirkt und die Instabilität der Arbeitslosenquote ist nicht hilfreich. Zur Erinnerung: Das AMA ist bis zum Jahresende berechtigt, die Bestellungen für das nächste Jahr nach unten zu korrigieren. Die AMA geht jedoch davon aus, dass dies sehr unwahrscheinlich sein wird.
- Es wird darauf hingewiesen, dass die verschiedenen Institutionen oft als unabhängige Unternehmen betrachtet werden, obwohl sie hauptsächlich von der Finanzierung durch das SECO abhängig sind. Diese Organisationen tragen das gesamte Risiko und das Verbot, Reserven zu bilden, bleibt ein Problem, um mit Situationen wie der aktuellen umzugehen.
- AIF ist mit dieser Situation nicht zufrieden, da sie einige Schwächen in Bezug auf die Vorgehensweise zutage gefördert hat:
 - Budgetschwankungen, die nur sehr schwer vorhersehbar sind und deren historisch niedriges Niveau im Jahr 2023 zu drastischeren Massnahmen zwang,
 - Man wollte in den letzten Jahren zu zurückhaltend/ optimistisch sein, obwohl es Warnsignale gab (Schwierigkeiten bei der Erfüllung bestimmter Massnahmen, schnelle Veränderungen auf dem Markt sowie bei den Profilen der Stellensuchenden)
- Das AMA informiert jedoch, dass es den Einrichtungen immer freisteht, Lösungen vorzuschlagen, auch bevor solche Situationen eintreten.
- Werden wir die entsprechenden Budgets zur Verfügung haben? Die Mitarbeiter der Institutionen sind angesichts der Ungewissheit über die Verlängerung des Mandats bereits sehr besorgt. Diese Situation führt bei ihnen zu einer grossen Unsicherheit.



- Für AIF ist es schwierig, Ideen vorzuschlagen, wenn man nicht weiss, in welche Richtung man gehen soll. Die Bedürfnisse der RAV-Berater sollten vorrangig berücksichtigt werden und das AMA schlägt vor, sich bereits bei Ihnen zu erkundigen, bevor man etwas unternimmt.
- Das AMA erinnert daran, dass sie wie jede Institution den verfügbaren Budgets und den vom SECO auferlegten Regeln unterliegt.
- Es wurden und werden grosse Anstrengungen unternommen den Bedarf so gut wie möglich zu antizipieren und so den Anbietern mehr Sichtbarkeit zu verschaffen.

SeMo-Prefo - neue Organisation und Auswirkungen

- Was die Überprüfung des Semo-PreFo-Dispositivs betrifft, befindet sich die Arbeitsgruppe Konzept in ihrer neunten Sitzung. AIF kommt auf das grosse Problem zurück, dass der CoPil nur über die Entscheidungen des AMA informiert wird und nicht an den Entscheidungen beteiligt ist. Dadurch werden Veränderungen und ihre Folgen nicht ausreichend analysiert. Man geht auf das Ziel einer effizienten Verwaltung zu, d. h. auf Sparziele, indem man mehr Jugendliche mit denselben Budgetbeträgen aufnimmt. Es besteht die Gefahr, dass die Qualität und die ursprüngliche Vision "Jeder auf seinem Weg hin zu einer Eingliederung in das Arbeitsleben" verloren geht.
- Das AMA versichert, dass das Effizienzziel falsch ist. Jedes Jahr haben wir 100 Jugendliche mehr zu vermitteln, mit denen wir nicht genau wissen, was der richtige Weg ist. Man müsse ihnen die Möglichkeit bieten können, sie individueller zu betreuen, haben aber keine Möglichkeit, die Budget zu erhöhen. Das AMA ist jedoch dabei, verschiedene Wege zur Optimierung zu prüfen.
- AIF würde gerne zu den Konsequenzen befragt werden, da in diesem Fall die neue Regelung zu einer Verringerung der Anzahl Personen, welche in eine Massnahme geschickt wurden, geführt hat.
- Das AMA stellt klar, dass die Ziele der PreFo immer noch die gleichen sind, die einzige Änderung ist, dass die Jugendlichen die Möglichkeit haben, sich später arbeitslos zu melden (in der PreFo nicht mehr der Fall) und dies ihnen mehr Zeit auf ihrem Weg verschafft. Es wird daran erinnert, dass man zuerst das Interesse der Jugendlichen sehen muss, bevor man das Interesse der Massnahmen sieht.

Finanzielle Situation / Investitionen

- Die finanzielle Situation ist in diesem und im nächsten Jahr kompliziert und äusserst angespannt. Es wird unmöglich sein, die Investitionen 2024 vorwegzunehmen oder im 1. Halbjahr vorzusehen. Abhängig von den Schwankungen der Arbeitslosigkeit zu Beginn des Jahres sind allenfalls Investitionen im 2. Halbjahr möglich. Es geht hier um die laufenden Investitionen und nicht um die dringenden, die ohnehin übernommen werden müssten.
- Was die Lohnindexierungen betrifft, so wird die tatsächliche Erhöhung im Dezember bekannt gegeben.
- Wenn die Arbeitslosigkeit im nächsten Jahr steigen würde, gäbe es mehr Mittel, aber auch mehr Stellensuchende, die übernommen werden müssten, was nicht dazu dienen sollte, Finanzprobleme über 2023 zu decken.

DSG: Gesetz über den Datenschutz

- Der Datenschutz ist stark verschärft worden. Wir alle sind gezwungen, die neuen Normen zu befolgen, da wir sonst Gefahr laufen, persönlich belangt zu werden. Dies erfordert mehr Verwaltungsarbeit mit Unterschriften zu Schweigepflichtentbindung, etc. von Teilnehmenden. Die interinstitutionelle Zusammenarbeit ist nicht immer die einfachste Lösung.
- Der Leitfaden zum AMM-Datenschutz wurde aktualisiert. Neuigkeiten werden an AIF weitergeleitet, da bislang keine Informationen zirkulierten, ausser der Tatsache, dass in E-Mail-Betreffzeilen keine Namen genannt werden dürfen, sondern die Versicherungsnummer angewandt werden soll.



Tage der MMT-Besuche durch die RAV-Berater im Jahr 2024

Auf der Grundlage der früheren, sehr positiven Erfahrungen soll dies weitergeführt werden. Da sich das Team der RAV-Berater jedoch nicht wesentlich verändert hat, wird es bei den zu besuchenden Massnahmen eine stärkere Durchmischung geben.

Verschiedenes

- Anbieterforum - AIF fragt das AMA, ob eine solche Veranstaltung wieder in Betracht gezogen werden könnte? Die gleiche Frage wird dem KSA gestellt. Die IV möchte sich zurückziehen und hat bereits eine eigene Anbietermesse durchgeführt. Nach Ansicht des AMA ist dies nicht unbedingt erforderlich. Der Besuch in den Massnahmen mehrmals im Jahr scheint den RAV-Beratern besser zu liegen. Sie haben auch das Projekt "Vis ma vie" ins Leben gerufen, welches den Beschäftigten ermöglicht, ein anderes Unternehmen und umgekehrt zu besuchen, mit dem sie eng zusammenarbeiten, z. B. die Arbeitslosenstellen, um so einen Einblick in die Schwierigkeiten auf den verschiedenen Seiten zu ermöglichen.

Jugendkommission von Arbeitsintegration Freiburg

Wir haben uns am 29. März 2023 mit Abgeordneten aller Parteien getroffen, um ein parlamentarisches Instrument zur dauerhaften Finanzierung der lokalen und niederschweligen Massnahmen (MLBS) einzureichen, die am Rande des kantonalen Systems Transition1 (von der OS zur beruflichen Erstausbildung), im Folgenden T1, bestehen. Diese Massnahmen wurden in den letzten beiden Jahren über die Covid-Massnahmen für Jugendliche finanziert.

Wir werden dabei von Grossrat Savio Michelod unterstützt, der an unserer Seite in der Gruppe T1 von Arbeitsintegration Fribourg sitzt.

Am 11. Mai 2023 erteilte die parlamentarische Gruppe dem Staatsrat wie folgt ein Mandat:

Mit diesem Mandat fordern wir den Staatsrat daher auf

- die Finanzierung der lokalen und niederschweligen Massnahmen über den aus dem Covid resultierenden Jugendhilfeplan hinaus dauerhaft zu sichern;
- die Bedingungen für den Zugang zu und den Anspruch auf kantonale Finanzierung von lokalen und niederschweligen Massnahmen zu überprüfen, indem eine Finanzierung pro Massnahme und nicht pro Individuum eingeführt wird.

[Parlinfo: Instruments parlementaires \(fr.ch\)](#)

In den Räumlichkeiten der Ksva fand eine IV-Lieferantenmesse statt. Sie wurde als halbtägige Veranstaltung organisiert und ermöglichte einen Austausch zwischen den Case Managern der IV und den Anbietern von Massnahmen. Sie dient als Vorlage für eine Umfrage, um eine solche Veranstaltung unter der Schirmherrschaft des AMA zu organisieren.



Sitzungen mit dem KSA

Sitzung am 11.10

Ein kurzer Überblick der damit verbundenen Entscheidungen, die zum Modell der blockierten Preisgestaltung für die SEM geführt haben, wird vorgestellt. Derzeit wird die Preisgestaltung auf der Grundlage der tatsächlichen individuellen Kosten berechnet, im Gegensatz zu den Massnahmen der Arbeitslosenversicherung. Covid-19 wies auf die mit dieser Funktionsweise verbundenen Risiken für die Organisatoren der Massnahmen hin. Das Ziel wäre heute, über ein anderes Tarifmodell nachzudenken, das den Gemeinden bis 2025 vorgeschlagen werden könnte. Arbeitsintegration Freiburg weist darauf hin, dass es einen umfangreichen SEM-Katalog gibt, der jedoch von den regionalen Sozialdiensten (RSD) nur sehr wenig genutzt wird. Oftmals greifen RSD jedes Jahr auf dieselben Massnahmen zurück. Es fand ein Treffen statt, um die Überarbeitung des SEM-Katalogs zu diskutieren, vor allem in Bezug auf die Finanzierung und den Einsatz der SEM. Die Finanzierung nach Leistung ist für die Organisatoren von Massnahmen nicht ideal, da sie von der tatsächlichen Teilnahme der Person abhängig sind. Es kommt jedoch vor, dass angemeldete Personen nicht erscheinen oder die SEM abrechnen.

Das KSA schlägt vor, über eine neue Preisgestaltung nachzudenken, die eine Marge beinhaltet, welche dazu dient, das Risiko der Organisatoren abzufedern. Die Abrechnungsmodelle, die beispielsweise in geschützten Werkstätten oder für die Invalidenversicherung durchgeführt werden, könnten Ideen liefern.

Sitzung vom 13.11

Ziele der Sitzung :

- Überlegungen/Diskussion über den Vorschlag für eine Umfrage unter Drittveranstaltern zur Überarbeitung des Katalogs.
- Überlegungen/Diskussion über ein Preismodell für Massnahmen zur sozialen Eingliederung (SEM), mit dem ein Teil der von den Drittorganisations eingegangenen Risiken abgedeckt werden kann.
- Für alle Drittorganisations von SEM besteht die Idee darin, ihnen die Online-Umfrage zukommen zu lassen, um Veränderungen innerhalb ihrer Strukturen, insbesondere in Bezug auf die Kosten, zu erfahren. Diese Daten werden für die Aktualisierung des Katalogs verwendet. Die Drittorganisations werden aufgefordert werden, dem KSA eine transparente Darstellung der effektiven Kosten vorzulegen.
- Die Idee ist, die tatsächlichen Kosten der Massnahmen für das Jahr 2024 zu berücksichtigen. Dann, im Jahr 2025, ein neues Preismodell vorzuschlagen, welches einen Teil der Risiken berücksichtigt. Die Erhöhung in zwei Schritten könnte jedoch zu Verwirrung innerhalb des Systems führen.

Der Ausschuss traf sich am 22.11. mit dem Etienne Guerry und Herrn Simonet für die Zusammenarbeit mit Arbeitsintegration FR.

Die Frage nach einer Neuauflage des Massnahmenforums wird gestellt. Das KSA ist bereit, darüber zu diskutieren. Der Vorstand wird einen Gesamtvorschlag (IIZ) machen und mit einem Entwurf zu den verschiedenen Abteilungen zurückkehren.

Vision für das Jahr 2025.

- MIS-Katalog: Die Frage bleibt "wie kann der Katalog nach der Analyse durch IF verbessert werden"? EG informiert, dass die aktuelle Priorität darin besteht, einen erweiterten Katalog anzubieten. Das derzeitige Layout ist nicht ausgereift und die Suche in diesem Katalog ist sehr kompliziert. Dieses Jahr wurde ein Projekt gestartet, um eine neue Katalogdatenbank einzurichten, die eine bessere Suche nach Informationen ermöglicht und die Arbeit des Backoffice erleichtert. Sie wird es den Organisatoren auch



ermöglichen, mithilfe eines Logins die Daten der Massnahmen in der Datenbank direkt zu ändern. Die Idee ist nun, ein Instrument zur Überwachung der Qualität der Eingliederungsmaßnahmen zu haben. Parallel dazu wird in Kürze ein Fragebogen an alle Organisatoren von Massnahmen aus dem Katalog verschickt, um herauszufinden, ob alle Daten noch aktuell sind und ob die Massnahmen noch aktiv sind. Die Idee wäre, die Arbeitsgruppe SEM zu reaktivieren (ein Vertreter aus jedem Sozialdienst-Bezirk / Sozialdienst Stadt Freiburg / PI+ / Insertion Freiburg).

- Preise der Massnahmen: Der klare Konsens besteht über die Notwendigkeit, die Preise zu erhöhen, um eine Marge in der Kalkulation vorzusehen. Damit auch das Risiko zu glätten und in Bezug auf die Organisation der SEM gelassener sein zu können (Marge von ca. 20% + Kosten).
JCS informiert, dass es mehrere Aspekte gibt: Eine Anpassung aufgrund der Teuerung und eine Berücksichtigung eines Teils des Risikos sowie die Berücksichtigung eines Mandatsystems.
Es stellt sich die Frage, ob alles auf einmal oder schrittweise geändert werden soll, und man darf nicht vergessen, dass die Budgets der Gemeinden bereits erstellt sind!
Die Kosten können bereits für 2024 überarbeitet werden. Was den Leistungsvertrag betrifft, so wird dieser noch diskutiert, also eher für 2025.
Die Änderung der SEM-Tarife wird nach und nach erfolgen, wenn entsprechende Informationen von den Organisatoren eingegangen sind.
- Schwierigkeiten von Jugendlichen: JCS informiert, dass eine Massnahme bereits von der Stiftung IPT angepasst wurde, Avenir25 (ca. 35 Betreuungen), die zu AvenirFormation wurde (23, die übergetreten sind, und 2 für SEM-Folgemassnahmen). Die Arbeit erstreckt sich über drei Monate, das Risikomanagement ist sowohl für die Jugendlichen als auch für IPT von Bedeutung. Eine Verstärkung dieser Massnahme ist geplant.
Trotz der Anreize werden die niederschweligen und lokalen Massnahmen nicht ausreichend genutzt. Die Gesundheitsproblematik bei Jugendlichen hat an Bedeutung gewonnen und es ist eine umfassendere Sichtweise erforderlich. Die Idee wäre, die Kommissionen für Jugendliche in Schwierigkeiten mit allen relevanten Akteuren zusammenzubringen, um die Situation der schwächeren Jugendlichen besser zu erfassen.
- KSA: Es sind Anpassungen geplant, die es ermöglichen, einen Veranstalter fest bestellten Plätzen zu beauftragen. Wenn dies von der Legislative im März 2024 angenommen wird, wird es für 2025 eingeführt. In Bezug auf die Rückzahlung von Sozialhilfe hat der Staatsrat eine Formel gefunden, um die Rückzahlungspflicht zu begrenzen. Die Hürden werden eingeschränkt. Aktuell in der Beratung im Grosse Rat. Wenn das neue Gesetz angenommen wird, wird es 2025 für die allgemeinen Bestimmungen (gleichzeitig mit den Ergänzungsleistungen für Familien) und 2030 für die organisatorischen Bestimmungen in Kraft treten.
In Bezug auf die Regelungen, die während der Ausbildungszeit angewendet werden, besteht die Möglichkeit, die Betreuung während der Ausbildungszeit zu gewährleisten, welche für die Höherqualifizierung relevant ist.
- Konferenz für Sozialfragen: Das KSA berücksichtigt das Interesse von AIF, an dieser Konferenz proaktiv teilzunehmen.
Die nächste Ausgabe wird 2026 stattfinden, wenn sie in der gleichen Form wiederholt wird.



CRIEC

Im Jahr 2023 trafen sich die Mitglieder der Cric drei Mal. Am ersten Treffen wurde vorgeschlagen, sich in den verschiedenen Kantonen zu treffen, um die verschiedenen Institutionen besuchen zu können.

Die Ziele der CRIEC wurden entsprechend der Diskussion aufgegriffen, wobei folgende Schlüsselbegriffe auftauchten:

Förderung des Austauschs von Praktiken zwischen Fachleuten aus der Westschweiz durch die Organisation von thematischen Treffen (bei Bedarf Einladung von Ausbildern und Ausbilderinnen).

Sensibilisierung der politischen Entscheidungsträger für die aktuellen Herausforderungen der wirtschaftlichen Eingliederung. CRIEC schlägt vor, einen zusammenfassenden Kurzbericht zu verfassen, der am Ende des Kalenderjahres auf der Grundlage der Überlegungen der Mitglieder verfasst wird. Eine wichtige Herausforderung für die Anwesenden besteht darin, bestimmte kantonale Unterschiede aufzuzeigen und mit den Praktiken der anderen im Hintergrund als Quelle für Vorschläge dienen zu können.

Teilnahme an internationalen Netzwerken zur Eingliederung durch wirtschaftliche Betätigung (ENSIE, EMES, RIUSS usw.). CRIEC ist bereits Mitglied in einigen dieser Netzwerke, aber die Beteiligung sollte verstärkt werden. Die anwesenden Mitglieder betonten, dass es von Interesse sei, die historische Aktivität der Besuche von Institutionen (wie in Belgien oder Kanada) fortzusetzen.

Dynamisierung des Austauschs zwischen der deutschen, der französischen und der lateinischen Schweiz von Sozialunternehmen. Die anwesenden Mitglieder betonten, dass es von Interesse sei, den Austausch mit der Deutschschweiz stärker auszubauen, da die Kultur der Eingliederung und die Praktiken sehr unterschiedlich seien.

Andererseits wollte die Cric auch die Zahl ihrer ständigen Mitglieder erhöhen. So wird ab 2024 Frédérique Tütsch neben Joël Gavin im Vorstand der Cric mitarbeiten.

Delegiertenversammlung AIS (Arbeitsintegration Schweiz)

Die IS-Vertretung besteht aus 1 GV / 2 DV pro Jahr.

Es sind die Vorsitzenden jeder Region, die einberufen werden, aber andere Mitglieder des Ausschusses können auf Wunsch dazukommen.

Beim letzten Treffen wurde über den in der Vernehmlassung befindlichen Entwurf eines Bundesgesetzes über die für 2025 vorgesehenen Entlastungsmassnahmen für die Arbeitslosenversicherung, über die Thematik der Bildung von Reserven und der Indexierung der Löhne an die Teuerung der Lebenshaltungskosten diskutiert. Arbeitsintegration Schweiz nutzte die Versammlung, um die Fortschritte bei ihrem Projekt zur Neugestaltung der Website und zur Auffrischung ihrer visuellen Identität zu präsentieren:

ALT: ArbeitsintegrationSchweiz (AIS) und Insertion Suisse (IS).

NEU: ArbeitsintegrationSchweiz (AIS) und Verein Eingliederung Schweiz (AIS).

Die Diskussion über die Website wird zwischen dem deutschsprachigen und dem französischsprachigen Teil der Schweiz debattiert (VD, NE, VS haben ihre eigene, unabhängige Website).



Der IF-Ausschuss wird sich mit der Frage des Namens und der Website beschäftigen, d.h. entweder Insertion Fribourg beibehalten oder oder Association Insertion Fribourg gemäss dem neuen Vorschlag von AIS werden.

Wir durften, Markus Kaufmann, den Generalsekretär der Schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe (SKOS), begrüßen, welcher uns die Organisation und die aktuellen Herausforderungen vorstellte. Der Austausch ermöglichte es, die Verbindungen zwischen unseren Organisationen zu festigen und gemeinsame Themenbereiche zu identifizieren, in denen Projekte zur Zusammenarbeit geplant sind.

Freiburger Lebensmittelbank

Bis zur Bereitstellung eines Lokals auf dem Poya-Gelände hat der Verein Freiburger Nahrungsmittelbank seit dem 1. September 2023 seinen Lagerleiter, Matthieu Ding, angestellt. Als Logistikspezialist kennt er die grossen Detailhändler sehr gut, da er mehr als 10 Jahre bei einem Freiburger Unternehmen gearbeitet hat, das in diesem Bereich als Referenz gilt. Derzeit führt er eine Integrationsphase mit der Schweizer Tafel durch, um alle notwendigen Informationen zu sammeln, damit er bei der Freiburger Lebensmittelbank sofort nach deren Eröffnung einsatzbereit ist.

So konnte er sich bereits mit Freiburger Vereinen, die im Bereich der Bekämpfung der Lebensmittelknappheit tätig sind, aber auch mit Grossverteilern, Produzenten und Verarbeitern treffen. Mehrere neue Kooperationen konnten so entstehen und die Einrichtung des zukünftigen Lokals sollte es langfristig ermöglichen, das Angebot in unserem Kanton zu verbessern.

Bei Interesse von Mitgliedern von Arbeitsintegration Freiburg steht der Koordinator des Vereins zur Verfügung (Christophe Koersgen, 079 725 72 67, christophe.koersgen@bafr.ch).

Kollektiv Würde

Das Büro des Kollektivs stellte am 23. Oktober 2023 einen Kontakt mit der Kommission für Familienergänzungsleistungen her. In Bezug auf die Familien-EL wurde am selben Datum auch eine Verbindung mit der Ad-hoc-Kommission des Grossen Rates hergestellt. Dadurch konnten die Abgeordneten auf einen entscheidenden Punkt im Zusammenhang mit der Bestimmung in der Verfassung des Kantons Freiburg aufmerksam gemacht werden, die benachteiligten Familien finanzielle Unterstützung für Kleinkinder gewährt, das Alter der Anspruchsberechtigten jedoch auf acht Jahre beschränkt. Das Büro des Kollektivs empfiehlt eine Überprüfung dieser Altersgrenze und schlägt vor, sie auf 16-18 Jahre anzuheben, angeglichen an die Praxis in anderen Westschweizer Kantonen, nach einer gründlichen Bewertung der Bedürfnisse von Familien und Kindern. Diese Empfehlung fügt sich nahtlos in das grundlegende Ziel der Ergänzungsleistungen ein, das darauf abzielt, wiederkehrende Sozialhilfeabhängigkeit zu verhindern.

Mitglieder des Kollektivs haben am 7. November aktiv an der Gründungsversammlung des Trägervereins des Projekts zur Schaffung einer dauerhaften Struktur zur Beobachtung und Dokumentation der sozialen Realitäten im Kanton Freiburg teilgenommen. Mehrere Mitglieder des Kollektivs wurden in den Vorstand dieses neuen Vereins berufen, dessen Vorsitz von der HETS-FR übernommen wird. Ziel dieses neuen Vereins ist es, die Relevanz der Schaffung einer dauerhaften Struktur zur Beobachtung und Dokumentation der sozialen Realitäten im Kanton Freiburg zu evaluieren.

In Erwartung des neuen SHG-Entwurfs hat das Büro des Kollektivs ein Argumentarium ausgearbeitet, das es an alle Abgeordneten des Kantons verteilt hat. Sie können dieses Dokument auf der Website des Collectifs einsehen: https://dignite-fribourg.ch/wp-content/uploads/2023/09/Argumente_LASoc_FR.pdf.



Der neue Entwurf des SHG wurde am 14. November 2023 veröffentlicht und kommuniziert. Eine Ad-hoc-Kommission des Grossen Rates wurde gebildet und damit beauftragt, den Entwurf in den nächsten Sessions Ende 2023 oder Anfang 2024 vorzulegen. Das Büro bemüht sich derzeit, die Mitglieder der Kommission zu kontaktieren, da das neue Gesetz leider das Prinzip der Schuldentrückzahlung beibehält.

Schon jetzt möchten wir Ihnen mitteilen, dass eine Solidaritätskundgebung für die armen und präkarisierten Menschen im Kanton vom Kollektiv Würde Freiburg organisiert wird. Wir zählen auf Ihre aktive Teilnahme, danke!

Nächster Newsletter Juli 2024